

## ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de  
Sécurité Sud-Est  
Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 novembre 2004 imposant des prescriptions complémentaires à la société TEINTURES et IMPRESSIONS DE LYON dans son établissement situé 1960, route de Frans à VILLEFRANCHE-SUR-SAÔNE ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2010 modifié par l'arrêté préfectoral du 25 avril 2017 régissant le fonctionnement des activités de la société TEINTURES et IMPRESSIONS DE LYON à VILLEFRANCHE-SUR-SAÔNE ;

VU le courrier du 11 décembre 2017 adressé à l'exploitant dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

VU le rapport du 2 février 2018 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT qu'une visite sur les lieux a permis à l'inspection des installations classées de constater que :

- le piézomètre PZ2 du réseau de surveillance des eaux souterraines est détérioré depuis octobre 2015,
- les valeurs limites d'émission dans les eaux résiduelles prescrites à l'annexe 3 de l'arrêté du 8 octobre 2010 modifié susvisé ne sont pas respectées ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, que la société TEINTURES et IMPRESSIONS DE LYON, située à VILLEFRANCHE-SUR-SAÔNE ne respecte pas les dispositions :

- du point 3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 2 novembre 2004 susvisé,
- de l'annexe 3 de l'arrêté du 8 octobre 2010 modifié susvisé ;

CONSIDERANT donc que le fonctionnement de cet établissement, dans des conditions irrégulières, peut présenter des dangers pour l'environnement ;

.../...

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

### **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1er :** La société TEINTURES et IMPRESSIONS DE LYON, 1960, route de Frans à VILLEFRANCHE-SUR-SAÔNE, est mise en demeure :

- dans un délai de **six mois** : de remettre en état le piézomètre PZ2 conformément aux dispositions du point 3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 2 novembre 2004 susnommé,
- dans un délai de **dix mois** : de respecter les valeurs limites d'émission dans les eaux résiduaires prescrites à l'annexe 3 de l'arrêté du 8 octobre 2010 modifié précité.

Les délais fixés ci-dessus courent à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 2 :** Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

**ARTICLE 3 :** Délai et voie de recours (articles L 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

**ARTICLE 4 :** Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de VILLEFRANCHE-SUR-SAÔNE,
- au maire de VILLEFRANCHE-SUR-SAÔNE,
- à l'exploitant.

Lyon, le 23 AVR. 2018

Le Préfet,

Le préfet  
Secrétaire général  
Préfet délégué pour l'égalité des chances

Emmanuel AUBRY